

INGÉRENCE DES ÉTATS-UNIS EN AMÉRIQUE LATINE

Chavez veut mener la résistance



Le président vénézuélien Hugo Chavez, qui a échappé à un coup d'État orchestré par les États-Unis en avril 2002, est actuellement sous la menace d'un nouveau putsch. Profitant de la réunion de la Confédération parlementaire des Amériques, il se dresse contre le projet de Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) que les États-Unis tentent d'imposer au continent et propose une union sudaméricaine échappant à la tutelle de Washington. Le président vénézuélien défend une alternative « bolivarienne », en référence à l'action de Simon Bolivar qui, au début du XIXe siècle, libéra le continent de la domination impériale espagnole.

page 2

Comment reconnaître un musulman « ami » ?

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

Daniel Pipes livre une méthode pour reconnaître les musulmans modérés des « militants de l'islam » : un questionnaire dans le style maccarthyste. Il ressort de ce questionnaire que, pour être un musulman « ami », il faut affirmer que le Hezbollah est un mouvement terroriste, rejeter la thèse de *L'Effroyable imposture* et accepter de voir sa vie privée espionnée pour des questions de sécurité.

page 8

REGARDS DU PROCHE-ORIENT

■ Le Conseil des gouverneurs de l'AIEA adopte une résolution plutôt favorable à Téhéran

■ L'Iran écarte les déclarations israéliennes sur son programme nucléaire

■ Les États-Unis devraient réduire les 9 milliards de dollars de garanties bancaires fournies à Israël pour la guerre d'Irak

■ Des likoudniks et des colons élaborent un plan diplomatique pour démanteler l'Autorité palestinienne

■ Colin Powell doit rencontrer les auteurs des Accords de Genève

■ Le gouvernement israélien libère neuf Jordaniens détenus en Israël

■ Les États-Unis tentent d'endiguer la résistance irakienne et d'amorcer une transition vers une souveraineté nationale

■ Selon le « Jerusalem Post », les Kurdes d'Irak veulent un État fédéral

page 14

JHANNETT MADRIZ SOTILLO, PRÉSIDENTE DE LA CONFÉDÉRATION PARLEMENTAIRE DES AMÉRIQUES

La trahison de « Lula »



À l'issue du sommet de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA), qui s'est tenu à Miami les 20 et 21 novembre 2003, Jhannett Madriz, présidente de la Confédération parlementaire des Amériques, dénonce dans nos colonnes la trahison du président brésilien, Luiz da Silva, responsable selon elle d'avoir brisé l'unité politique latino-américaine. « Lula », regrette-elle, a transformé une négociation multilatérale, où il était possible d'être plus forts, en une série de négociations bilatérales où chaque État doit affronter, seul, la plus grande puissance économique du monde.

page 5

Ingérence des États-Unis en Amérique latine

Chavez veut mener la résistance

Le président vénézuélien Hugo Chavez, qui a échappé à un coup d'État orchestré par les États-Unis en avril 2002, est actuellement sous la menace d'un nouveau putsch. Profitant de la réunion de la Confédération parlementaire des Amériques, il se dresse contre le projet de Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) que les États-Unis tentent d'imposer au continent et propose une union sudaméricaine échappant à la tutelle de Washington. Le président vénézuélien défend une alternative « bolivarienne », en référence à l'action de Simon Bolivar qui, au début du XIXe siècle, libéra le continent de la domination impériale espagnole.



En 1990, le président George H. Bush (le père) proposa de créer une vaste zone continentale de libre-échange qui puisse servir de modèle pour ce qui n'étaient pas encore les accords de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). La première étape de ce processus fut l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), conclu entre le Canada, les États-Unis et le Mexique. La seconde étape doit être la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA), qui étendra,

en 2005, les principes de l'ALENA à tout le continent, hormis Cuba toujours sous embargo.

Cependant cet agenda politico-économique a été perturbé par les critiques de ce qu'il est convenu d'appeler le « néo-libéralisme », mais qu'il serait plus juste de désigner par « pseudo-libéralisme », puisque c'est une doctrine sans rapport avec l'idée libérale développée au XVIIIe siècle. Les échecs successifs des négociations sur l'Accord multilatéral d'investissement (AMI) au sein de l'OCDE, puis, partiellement, de l'Accord général sur les services (AGCS) au sein

de l'OMC, ont relativisé les théories économiques qui faisaient jusque-là office de « pensée unique ».

Or, le rapport de l'Amérique latine avec le « néo-libéralisme » est marqué par le traumatisme des expériences conduites par les disciples de Milton Friedman, les « Chicago Boys », dans le cadre des dictatures chilienne et argentine. À la différence de l'Europe de l'Ouest, le débat économique y est indissociable de la question de la liberté politique et de l'indépendance militaire.

Le renouvellement du personnel politique latino-américain, avec l'arrivée d'Hugo Chavez au Venezuela, de Nestor Kirchner en Argentine et de « Lula » da Silva au Brésil a fourni l'occasion d'une clarification. Bien qu'idéologiquement divers, ces trois leaders ont multiplié les critiques de l'orthodoxie néo-libérale et se sont présentés unis au sommet de la Zone de libre-échange des Amériques, à Miami, les 20 et 21 novembre.

En réalité, le front de la contestation n'a pas résisté une journée à la pression états-unienne. Le négociateur de la Maison-Blanche, Robert Zoellick, avait à l'avance entrepris de démarcher un à un chaque État, promettant à chacun quelques avantages particuliers, s'il acceptait de jouer le jeu de Washington. D'un côté, la Maison-Blanche a semé la division chez ses interlocuteurs en négociant parallèlement un Accord de libre-échange centraméricain ; d'un autre, elle a tenté de faire exploser les coalitions qui lui échappent, notamment le Marché commun du Sud (MERCOSUR). Ce Pacte, conclu autour de l'Argentine et du Brésil, fonctionne déjà comme une sorte de marché économique commun latino-américain. Surtout, Robert Zoellick a proposé des accords bilatéraux à chaque partenaire. Il n'a pas eu de difficulté à trouver des interlocuteurs complaisants, en premier lieu les socialistes chiliens.

La surprise du sommet de Miami est venue du retournement du Brésil. Le président Lula da Silva, jadis grand pourfendeur du FMI et du projet ZLEA, s'est mué en « conciliateur ». Pas à pas, la délégation brésilienne a reculé sur tous les sujets, tout en présentant cette déroute comme un triomphe de l'intérêt général. Ce spectaculaire retournement a fortement atteint la popularité de Lula en Amérique latine, mais a augmenté sa crédibilité dans les milieux d'affaires internationaux.

Le Vénézuélien Hugo Chavez a opposé à la ZLEA, une « alternative bolivarienne », par référence à l'idéal de Simon Bolivar qui libéra l'Amérique du sud de la domination espagnole et l'unifia au début du XIXe siècle. Sa proposition, si elle a du panache, n'a aucune chance de se concrétiser ni à court, ni à moyen terme. Cependant, elle a permis de préciser, point par point, les alternatives à la soi-disant « pensée unique ». Il a profité de la réunion de la Confédération parlementaire des Amériques (COPA), dont il est actuellement l'hôte, pour poser les problèmes avec une franchise que certains qualifient de provocation.

Dans son discours d'ouverture, le 25 novembre 2003 à Caracas, Hugo Chavez, délaissant tous les usages diplomatiques, n'a manqué aucune occasion de mettre les pieds dans le plat. Son intervention, parcourue de références aux révolutions du continent dont la révolution états-unienne, fut consacrée à la

description de son projet d'émancipation de la tutelle états-unienne, de souveraineté populaire, d'intégration politique et de développement social. Refusant de relayer cette vibrante déclaration d'intention, les agences de presse anglo-saxonnes se sont abstenues de rendre compte de cette conférence parlementaire.

Ouvrant la session de la Conférence parlementaire des Amériques, Hugo Chavez a remis en cause la dénomination même de cette institution, indiquant qu'il n'y a pas des Amériques, mais une seule en quête de son unité. Puis, il a salué la délégation cubaine, qu'il avait invitée bien que Cuba soit exclu de la COPA du fait de l'embargo états-unien. Continuant sur sa lancée, il a salué chaque délégation officielle avec un mot particulièrement chaleureux pour la Bolivie. Citant un célèbre poète, il a donné rendez-vous à ses amis sur une « plage de Bolivie », provoquant un mouvement d'indignation parmi la délégation chilienne. En effet, le Chili a annexé il y a un siècle la plage bolivienne, privant cet État andin de débouché maritime et le condamnant à la misère. Enfin, il s'est livré à une dissection en règle du projet de ZLEA qu'il a présenté comme une nouvelle tentative de domination des États-Unis sur le sud du continent et a dénoncé le jeu trouble du Brésil.

En mettant en scène son offensive à la COPA, Hugo Chavez a voulu déplacer le lieu du débat. Au nom du boliviarisme, il remet en cause la légitimité des gouvernements et des experts à négocier à huis clos des accords de ce type. Considérant qu'il ne s'agit pas de simples traités commerciaux, mais de blocs législatifs, il milite pour une implication des Parlements et, à travers eux, pour un contrôle populaire.

On savait que depuis la reprise en main nationale du secteur pétrolier vénézuélien et l'échec de l'exploitation du pétrole irakien par la Coalition, Hugo Chavez était devenu pour Washington l'homme à abattre. C'est probablement en prévision d'un affrontement imminent qu'il a choisi de traiter crûment de thèmes politiques forts, mobilisant ainsi son peuple. Cette stratégie se comprend d'autant mieux que, au travers d'une gigantesque pétition référendaire, il vient de vérifier cette semaine la force de l'étonnant soutien populaire dont il dispose.

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale.

Voltaire est publié par les Éditions Thomas Paine, SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny. Siège social : 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France.

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN en cours. CMPP en cours.

Voltaire est publié 280 fois par an et distribué par courrier électronique au format PDF.

Prix de vente au numéro :

Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnement trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

Abonnement annuel : particuliers 72 €, institutions et société 180 €.

Paiement électronique sécurisé par Écopay :

www.reseauvoltaire.net/abonnement.php.

Jhannett Madriz Sotillo, présidente de la Confédération parlementaire des Amériques La trahison de « Lula »

À l'issue du sommet de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA), qui s'est tenu à Miami les 20 et 21 novembre 2003, Jhannett Madriz, présidente de la Confédération parlementaire des Amériques, dénonce dans nos colonnes la trahison du président brésilien, Luiz da Silva, responsable, selon elle, d'avoir brisé l'unité politique latino-américaine. « Lula », regrette-elle, a transformé une négociation multilatérale, où il était possible d'être plus forts, en une série de négociations bilatérales où chaque État doit affronter, seul, la plus grande puissance économique du monde.



Jhannett Madriz Sotillo

La période actuelle doit être qualifiée d'incertaine pour les gouvernements latino-américains. Non pas qu'ils manquent de choix. Ils en ont trop. Le problème, c'est de déterminer ceux qui seront les moins dangereux pour notre développement. Ces derniers jours, on a assisté à une évolution du projet de Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) en un traité « à la carte ». Il y a six mois, on ne l'imaginait pas. C'est pourtant devenu une réalité après le sommet de Miami.

Il n'y a pas longtemps, on nous avait proposé un agenda de négociations qui devait se conclure en 2005, date à laquelle, selon certains analystes, il nous aurait fallu adhérer : c'était à prendre ou à laisser. Aujourd'hui, l'un des États les plus emblématiques se targue d'avoir fait évoluer la position de Washington vers plus de flexibilité.

« *Le Brésil a obtenu une ZLEA light* », a écrit le 20 novembre le *Jornal do Brasil* présentant comme un succès diplomatique l'acceptation par les États-Unis d'une ZLEA « *plus flexible et équilibrée* ». À ce propos, Celso Amorim, ministre des Affaires étrangères brésilien, a déclaré : « *Nous ne sommes pas venus ici pour triompher sur d'autres. C'est une victoire de tous. Il existe désormais une base positive pour trouver une solution à la plupart des problèmes de la ZLEA. Nous voulons imaginer une architecture souple de l'accord qui n'imposera pas un format unique aux signataires...* ». Cependant,

à la veille de cette reconnaissance, le même quotidien de Rio reconnaissait que le négociateur états-unien, Robert Zoellick, avait commencé des négociations bilatérales avec six États latino-américains, ce qui implique que les États membres du Marché commun du Sud (MERCOSUR) et le Venezuela sont les seuls à négocier encore collectivement avec les États-Unis.

Il ne s'agit pas donc d'un triomphe de tous, mais d'une victoire de Wall Street qui transforme une négociation multilatérale, où il nous était possible d'être plus forts, en une série de négociations bilatérales où chaque État doit affronter, seul, la plus grande puissance économique du monde.

Est-ce vraiment une victoire que d'en arriver là ? Réfléchissons sincèrement : qu'avons-nous gagné ? Ni plus, ni moins que la consécration, du principe de géométrie variable que les pays andins avaient approuvé lors de l'Acte de Quirama, une victoire de dupes.

Regardons ce que nous avons fait en face : en quoi est-ce un « succès » pour les gouvernements latino-américains de devoir négocier, un par un, face aux États-Unis les droits et obligations communes sur l'accès aux marchés, l'agriculture, les services, la propriété intellectuelle, les subventions, les normes de concurrence, les réglementations anti-dumping et les privatisations, c'est-à-dire sur tous les aspects les plus controversés du modèle « dur » ?

Oui, il y a eu un vainqueur ! Nous avons compromis l'unité potentielle d'un continent à cause de la stratégie erronée de trente-quatre gouvernements qui se croient habiles en agissant séparément et parfois avec inconséquence. C'est pourquoi, pour nous qui défendons l'intégration politique comme un moyen de résoudre ensemble notre défaut de développement, et notamment pour les pays andins qui disposent déjà d'un modèle historique d'intégration institutionnelle comparable au modèle européen, ce qui s'est passé est une véritable défaite, un impardonnable échec dont nous devons rendre compte devant l'Histoire.

Oxfam International, une ONG britannique, avait averti de ce danger peu avant le sommet de Miami. Elle avait relevé par exemple que les zones franches, comme celles du Chili et de Singapour, ne sont pas de bons modèles, puisqu'elles n'apportent ni développement, ni réduction de la pauvreté. Elle avait aussi relevé, en prenant l'exemple de l'Accord de libre-échange de l'Amérique du Nord (ALENA) qui englobe aujourd'hui 45 millions de Mexicains vivant dans la pauvreté, que le danger, c'est d'étendre par de mauvais accords bilatéraux ces conditions de vie à plusieurs autres millions de personnes.

« *Il reste beaucoup à négocier et c'est important* », affirma un porte-parole de la « victoire » obtenue. Quant à nous, nous osons nous demander quels sont ces sujets importants qui restent, une fois que l'on a vidé les négociations de leur contenu en se défaussant sur des accords bilatéraux. Ainsi, la réglementation des brevets des médicaments sera alignée sur le droit états-unien et deviendra plus contraignante encore que celle de l'Organisation mondiale de la santé. Elle augmentera les coûts de fabrication de sorte que le droit aux soins deviendra une utopie. Le marché sera verrouillé et deviendra une chasse gardée des compagnies pharmaceutiques du Nord. Ainsi, cela augmentera brutalement les prix des médicaments pour plus de 200 000 séropositifs en Amérique du Sud et

aux Caraïbes, a indiqué Médecins sans frontières.

Le 14 septembre dernier, les délégués épiscopaux des pays du MERCOSUR, s'exprimant sur la ZLEA, ont exhorté les négociateurs à élaborer un véritable processus d'intégration des Amériques qui prenne en compte les Droits de l'homme, les principes de souveraineté, de justice, de solidarité et de respect de la diversité culturelle des peuples. Ce doit être notre objectif.

Jhannett Madriz Sotillo

Jhannett Madriz Sotillo est députée vénézuélienne, vice-présidente du Parlement andin et présidente de la Confédération parlementaire des Amériques.

Cet article est également publié, en espagnol, sur redvoltaire.net.

Comment reconnaître un musulman « ami » ?

Analyse

Le *Los Angeles Times* revient sur le rapport que le vice-secrétaire à la défense Douglas Feith a remis à des parlementaires présentant en 50 points les « preuves » des liens unissant Saddam Hussein et Ben Laden contre les États-Unis. Stephen F. Hayes, le journaliste qui a « révélé » le contenu de ce rapport dans le *Weekly Standard*, le journal des néo-conservateurs, s'en prend aux démocrates qui ont dénoncé les mensonges de l'administration Bush. Il estime qu'il faut faire confiance au bureau des plans spéciaux du Pentagone et voit comme une preuve convaincante les témoignages de transfuges irakiens recueillis par Washington. Il ne revient pas cependant sur la soi-disant rencontre entre Mohammed Atta, chef des pirates de l'air du 11 septembre selon l'administration Bush, et le chef des services secrets irakien à Prague, une information contenue dans son article mais dont le caractère erroné a déjà été démontré. Christopher Scheer, au contraire, voit dans le rapport Feith une manipulation du Pentagone pour justifier *a posteriori* une occupation de l'Irak de plus en plus impopulaire dans l'opinion. L'administration Bush utilise encore une fois la technique qui consiste à orchestrer de fausses fuites dans les médias qui seront reprises par ses relais dans la presse pour influencer les États-Unis. Les manipulations sont cependant dangereuses quand elles sont découvertes. C'est ce qu'avait appris à ses dépens l'ancien conseiller en communication de Tony Blair, Alastair Campbell, contraint à la démission pour son rôle dans la rédaction de rapports truqués sur les programmes d'armement irakiens. Mauvais perdant, il s'en prend à la presse de son pays dans un discours reproduit par *The Independent*. Selon lui, les journalistes ne reprennent pas suffisamment les propos des hommes politiques et les interprètent trop.

Le Pentagone a modifié sa stratégie de lutte contre la résistance irakienne et multiplie les arrestations et les bombardements dans les zones qui lui résistent.

Selon l'opposant irakien Kamil Mahdi, Washington n'arrivera à rien par ce biais car la Coalition est en train de renforcer la résistance en privatisant l'économie irakienne au profit d'un cartel d'entreprises états-uniennes. Il prévient les lecteurs du *Guardian* : si Paul Bremer dénationalise le pétrole, il parviendra à recréer l'unité irakienne contre les troupes anglo-états-uniennes.

Le théoricien islamophobe Daniel Pipes livre aux lecteurs du *Jerusalem Post* une méthode pour reconnaître les musulmans modérés des « militants de l'islam ». Il fournit un questionnaire dans le style maccarthyste qu'il demande de soumettre aux responsables de la communauté musulmane états-unienne. Il ressort de ce questionnaire que, pour être un musulman « ami », il faut, entre autres, affirmer que le Hezbollah est un mouvement terroriste (ce que ne fait pas l'Union européenne), rejeter la thèse de l'*Effroyable imposture* et accepter de voir sa vie privée espionnée pour des questions de sécurité.

Avant le vote de l'Assemblée nationale sur la ratification du traité d'adhésion des dix nouveaux membres de l'Union européenne, le commissaire européen Günter Verheugen, publie dans *Le Monde* une tribune où il tente de rassurer la population des pays membres sur l'impact de l'adhésion de ces candidats à l'Union. S'il ne nie pas les risques liés à la corruption et au crime organisé dans ces pays, il estime que ces questions seront mieux traitées par des politiques communautaires que par des pays dont on aurait refusé l'adhésion.

Stephen F. Hayes

Stephen F. Hayes est journaliste au *Weekly Standard*. Il est l'auteur de l'article présentant les « fuites » issues du rapport de Douglas J. Feith (Le 6 de pique du régime Bush) sur les liens entre l'Irak et Al Qaïda.

« Faire le lien entre l'Irak et Al Qaïda »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Making an Iraq-Al Qaeda Link », par Stephen F. Hayes, *Los Angeles Times*, 26 novembre 2003.

Le 7 octobre 2002, **George Tenet**, le directeur de la CIA décrivait à la commission du renseignement du Sénat les informations dont il disposait prouvant les liens entre l'Irak et Al Qaïda. Toutefois, les opposants à l'administration Bush ont nié ses déclarations et ont remis en cause leur crédibilité en s'appuyant sur le fait que Saddam Hussein est un laïc et Oussama Ben Laden un islamiste qui a traité le premier d'« infidèle ».

Depuis la fin de la guerre ces attaques ont redoublé et certains dirigeants démocrates parlent même de « tromperie ». Al Gore a même été jusqu'à affirmer qu'il y avait désormais des preuves que Saddam Hussein ne voulait pas travailler avec Ben Laden et moins encore lui donner des armes de destruction massive. On ignore quelles sont les « preuves » dont disposent Al Gore mais il est évident que les démocrates ont tort depuis la publication des informations contenues dans le rapport de **Douglas Feith**.

Il y est expliqué que Ben Laden a reçu un entraînement à la fabrication de bombe par un expert des services de renseignements irakiens au Soudan. Les démocrates ont également ignoré les déclarations de transfuges affirmant que

Ben Laden a demandé l'implantation de camp d'entraînement en Irak et qu'il a obtenu satisfaction pour au moins l'un d'eux. Malgré ces éléments, les opposants à l'administration Bush continuent d'affirmer qu'il n'y a pas de liens et que **George W. Bush** a eu tort de faire la guerre en Irak.

Christopher Scheer

Christopher Scheer est
coauteur de *The Five
Biggest Lies Bush Told Us
About Iraq*.

« Les "preuves" du lien sont un stratagème de l'administration »

Source : Los Angeles Times

Référence : « 'Evidence' for Link Is Administration Ploy », par Christopher Scheer, *Los Angeles Times*, 26 novembre 2003.

Il y a une semaine, suite à un sondage démontrant que les Américains soutenaient de moins en moins la guerre en Irak, le *Weekly Standard*, le journal des néo-conservateurs, publiait les détails d'un rapport secret démontrant les liens entre l'Irak et Al Qaïda. Ce rapport écrit par l'idéologue néo-conservateurs **Douglas Feith** et présenté à la commission des renseignements du Sénat défend, a posteriori, l'une des thèses de l'administration Bush avant guerre. Cette publication montre sans doute le désespoir de l'administration Bush dans sa tentative pour obtenir le soutien de la population mais elle est avant tout un abus de la confiance que lui ont fait les Américains depuis le 11 septembre. Cela passe par une exploitation des médias grâce à de fausses fuites et à des relais bien implanté dans la presse. **Donald Rumsfeld** a ignoré toutes les pratiques habituelles empêchant le détournement des informations issues des services de renseignements en court-circuitant ces derniers grâce au travail de Feith. Celui-ci a également réalisé des rapports sur les liens entre Al Qaïda, la famille royale saoudienne et les services de renseignement pakistanais, mais comme la position de la **Maison Blanche** était de faire de l'Irak le centre de sa guerre au terrorisme, ce fut l'Irak. Cela ne marche pas car 79 % des Américains ne s'estiment pas plus en sécurité suite à la guerre. Il n'y a pas de liens entre l'Irak et Al Qaïda et nous avons mené une mauvaise guerre.

Alastair Campbell

Alastair Campbell est l'ancien directeur de la communication de Tony Blair. Il a dû démissionner suites à la révélation de son implication dans le trucage des dossiers accusant l'Irak et à l'affaire David Kelly.

« Pourquoi mon respect pour les médias a décliné »

Source : The Independent

Référence : « Why my respect for the media has fallen », par Alastair Campbell, *The Independent*, 26 novembre 2003. Cette tribune est adaptée d'un discours prononcé lors de la remise des Foreign Press Association Media Awards 2003

Les deux principaux chapitres de ma vie professionnelle ont été une décennie de journalisme politique et une décennie au haut niveau politique durant lesquelles mon respect pour les médias a décliné alors que celui pour les hommes politiques augmentait ?

En tant que journaliste, j'avais un jugement dur mais respectueux des politiciens et je n'ai jamais considéré qu'ils agissaient pour des raisons vénales. Aujourd'hui les médias considèrent qu'avoir un jugement objectif consiste à taper aussi souvent sur le gouvernement que sur l'opposition malgré les efforts et les succès politiques de l'actuel gouvernement.

Aujourd'hui, nous avons plus de couverture médiatique de la politique mais moins de compréhension qu'avant car les journalistes n'écoutent plus les hommes politiques et ils demandent aux citoyens de faire de même et de les écouter eux. Les hommes politiques et les médias doivent se parler plus franchement et reconnaître leur rôle à chacun.

Kamil Mahdi

Kamil Mahdi est un exilé politique irakien et enseignant sur les questions économiques du Proche-Orient à l'université d'Exeter

« La privatisation ne va pas vous rendre populaire »

Source : The Guardian

Référence : « Privatisation won't make you popular », par Kamil Mahdi, *The Guardian*, 26 novembre 2003.

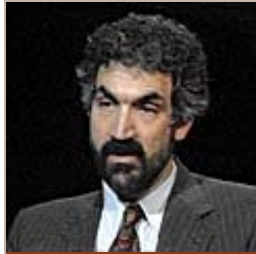
La guerre contre l'Irak a commencé avec la mise en route en parallèle des armées et de **Bechtel** et **Halliburton**, entreprises impliquées à de nombreux niveaux de l'offensive et qui contrôlent aujourd'hui les secteurs clés en Irak. Les entreprises états-uniennes bénéficiaient de la protection de l'armée alors que les institutions étatiques étaient laissées sans défense face aux assauts de la foule. Le pouvoir impérial bénéficie ensuite du chaos et de la destruction des infrastructures pour ouvrir la voie aux privatisations organisées par l'**Autorité provisoire de la Coalition en Irak** dans des conditions injustes.

Les privatisations sont la seule politique économique et elles sont menées sans se soucier de leur impact sur les populations. A la différence de l'URSS, l'Irak avait un secteur privé fort et un programme de réforme en sa faveur n'aurait pas rencontré beaucoup d'ennemis s'il n'avait été question que de renforcer le secteur privé tout en réhabilitant le secteur public après avoir attendu le retour

à la normalité constitutionnelle. Ce n'est pas le cas de ces privatisations qui interviennent après qu'une loi ait favorisé les acquisitions par les entreprises étrangères, ce qui choquent les Irakiens. Ils y voient la preuve du caractère colonial de l'occupation et ils estiment que la soi-disant « reconstruction » aura peu d'impact positif pour la population. Si en plus, l'Autorité provisoire dénationalise le pétrole, elle parviendra à faire l'unanimité contre elle. C'est sans doute pour cela que Bremer attend.

Toutefois, malgré les oppositions les néo-conservateurs restent en pilotage automatique et poursuivent leur politique même s'ils ont dû modifier le volet militaire. Ainsi, ils comptent supprimer le système de distribution alimentaire qui a évité la famine à des millions d'Irakiens pendant 13 ans. Alors que les États-Unis et le Royaume-Uni changent leur politique de sécurité et cherchent une stratégie de départ, rien n'est fait pour changer la politique économique qui est une source de mécontentement.

Daniel Pipes



Membre de l'US Institute of Peace, Daniel Pipes (Le 3 de cœur du régime Bush) est directeur du Middle East Forum et auteur de *Militant Islam Reaches America*. Il est collaborateur de Benador Associates et a fondé Campus Watch, une organisation dont le but est de soutenir la vision néo-conservatrice du Proche-Orient dans les universités états-uniennes. Voir à ce sujet, l'investigation du Réseau Voltaire : « *Le Centre pour la politique de sécurité : les marionnettistes de Washington* ». Il a participé au sommet de Jerusalem.

« Croyez vous en la modernité ? »

Source : Jerusalem Post

Référence : « Do you believe in modernity ? », par Daniel Pipes, *Jerusalem Post*, 26 novembre 2003.

Si l'islam militant est le problème et l'islam modéré la solution, encore convient-il de savoir les différencier. Cette question prend toute son importance après l'arrestation d'Abdulrahman Alamoudi, un religieux musulman considéré comme un « libéral » à qui on avait confié le recrutement des aumôniers musulmans dans l'armée états-unienne et qui a été arrêté pour commerce illégal avec la Libye et pour ses contacts avec sept personnes reconnus comme des terroristes aux États-Unis.

La distinction entre les vrais modérés et ceux qui en donnent l'apparence est un travail qui dépasse les amateurs du gouvernement états-unien. Il faut donc rédiger un questionnaire qui comprendra des questions plus précises que celles généralement posées et auxquelles les responsables musulmans états-uniens devront répondre publiquement. Les différents sujets d'interrogation seront :

- ▶ La violence : il faut leur demander s'ils condamnent des groupes comme Abu Sayyaf, le GIA, le Hamas, le Hezbollah, le Jihad islamique et Al Qaïda et s'ils condamnent les attaques de Palestiniens, Tchétchènes ou Cachemiris contre des civils.
- ▶ La modernité : il faut obtenir leur opinion sur les droits des femmes, leur interprétation du Jihad et leur vision des autres religions.
- ▶ La laïcité : il faut connaître leur rapport aux autres religions et leur réaction face aux lois allant à l'encontre des enseignements de l'islam.
- ▶ Le pluralisme islamique : il faut savoir s'ils acceptent les autres branches de l'islam.
- ▶ L'autocritique : nous devons savoir s'ils trouvent légitimes que des chercheurs travaillent sur les origines de l'islam et qui ils estiment être les responsables des attentats du 11 septembre.

► La défense contre les militants de l'islam : nous devons savoir s'ils acceptent d'être plus surveillés que le reste de la population.

Sans être parfaite, cette méthode permettra de donner des indications permettant de séparer nos amis de nos ennemis.

Günter Verheugen

Günter Verheugen est
commissaire européen
chargé de l'élargissement.

« L'Europe s'élargit ? Non, elle se retrouve »

Source : Le Monde

Référence : « L'Europe s'élargit ? Non, elle se retrouve », par Günter Verheugen, *Le Monde*, 26 novembre 2003.

L'adhésion de dix nouveaux membres dans l'Union européenne est un événement comparable pour l'Europe à la paix de Westphalie, le Congrès de Vienne, le traité de Versailles et la conférence de Yalta à la différence que cet événement a été négocié dans la paix. Cette adhésion est un impératif moral, car l'unification européenne ne sera pas complète sans ces pays, mais aussi stratégique, car elle va permettre que les mêmes règles s'appliquent de la Mer noire à la Baltique.

Cette unification a été dûment planifiée et ces pays ont été aidés à hauteur de 2,5 milliards d'euros par an depuis l'an 2000. En outre, des projets de jumelages ont été menés. Ceux-ci consistaient à envoyer des fonctionnaires européens dans ces pays afin de préparer l'administration de ces pays à l'adhésion. De leur côté, les nouveaux pays ont fait également des efforts considérables et il convient de les saluer même si certains retards sont préoccupants. Il faudra en effet, qu'ils se plient à toutes les règles communautaires ou ils ne pourront pas profiter pleinement des bénéfices de l'adhésion. Par exemple, les produits alimentaires ne pourront être exportés vers les autres pays que s'ils répondent aux normes européennes et les fonds de la PAC ne pourront être délivrés que si ces pays disposent de systèmes de gestions appropriés.

Cet élargissement provoque des craintes dans les pays membres mais cette anxiété n'est pas fondée. L'entrée de ces pays ne coûtera que 3% du budget de l'Union européenne et il n'y aura pas plus de délocalisation, de problèmes liés aux crimes organisés ou de corruption si ces pays adhèrent que s'ils étaient laissés à l'extérieur.

Le monde vu du Proche-Orient. Tous les jours, le Réseau Voltaire relève les informations publiées dans la presse du Proche-Orient et les résume sous forme de dépêches sourcées. Cette rubrique dresse un panorama de la perception des événements par les différents protagonistes.

REGARDS DU PROCHE-ORIENT

IRNA



L'IRNA est l'agence de presse officielle iranienne. Elle publie, sous forme de dépêches, une fidèle retranscription des débats qui traversent le pouvoir iranien, ainsi qu'un compte rendu détaillé des négociations diplomatiques de la république islamique.

Le Conseil des gouverneurs de l'AIEA adopte une résolution plutôt favorable à Téhéran

Référence : « Nucléaire : l'AIEA blâme l'Iran mais ne saisit pas l'Onu », AFP, 26 novembre 2003. « Salehi : Iran remains committed to nuclear arms non-proliferation », IRNA, 26 novembre 2003. « Asefi : IAEA resolution proves peaceful nature of Iran's activities », IRNA, 26 novembre 2003.

Le Conseil des gouverneurs de l'Agence internationale à l'énergie atomique (AIEA) a finalement rendu sa décision sur le dossier du nucléaire iranien en adoptant, mercredi 26 novembre 2003, une résolution plutôt favorable à Téhéran. En effet, le texte de cette résolution reproche à l'Iran son manque de transparence passé sur son programme nucléaire, mais sans traduire Téhéran devant le Conseil de sécurité de l'ONU, ni ouvrir la voie à des sanctions internationales. La résolution précise cependant que « *si de nouveaux manquements iraniens devaient être découverts, le Conseil des gouverneurs se réunirait immédiatement pour examiner, au vu des circonstances et sur avis du directeur général, toutes les options à sa disposition* », dont une saisine du Conseil de sécurité. Mais celle-ci ne serait donc pas automatique.

Le secrétaire d'État états-Unien, Colin Powell, a « *chaleureusement remercié* » ses homologues européens pour le compromis réalisé, et s'est déclaré « *très satisfait* » du projet de texte.

Le représentant de l'Iran auprès de l'AIEA, Ali-Akbar Salehi, a déclaré que l'Iran respectera son engagement sur la non-prolifération des armes nucléaires et reste disposé à régler avec l'agence les points laissés en suspens sur son programme nucléaire. Selon lui, la rédaction finale de la résolution concrétise l'échec de ceux qui ont essayé sans relâche de faire du programme nucléaire iranien une crise internationale. Il a ajouté que, si les restrictions que subit l'Iran pour l'accès à des technologies nucléaires pacifiques étaient imposées à d'autres puissances nucléaires, peu d'entre elles continueraient à respecter leur obligation de transparence.

Pour le porte-parole du ministère des Affaires étrangères iranien, Hamid-Reza Asefi, cette résolution est une nouvelle preuve de la nature pacifique des activités nucléaires de l'Iran. Il a ajouté que « *la résolution de l'AIEA sur l'Iran prouve également que l'Iran mène son projet nucléaire de manière transparente, et est honnête lorsqu'elle rend compte de son avancement à l'agence de surveillance de l'ONU* ». Selon lui, « *les événements de ces derniers*

jours peuvent être résumés comme une défaite des efforts unilatéraux effectués sur la base de la défense des intérêts d'Israël, ainsi que comme la réussite d'une coopération multilatérale dans le domaine politique, fondée sur un dialogue sensé et sur une sagesse partagée ».

IRNA



L'IRNA est l'agence de presse officielle iranienne. Elle publie, sous forme de dépêches, une fidèle retranscription des débats qui traversent le pouvoir iranien, ainsi qu'un compte rendu détaillé des négociations diplomatiques de la république islamique.

L'Iran écarte les déclarations israéliennes sur son programme nucléaire

Référence : « Iran calls Sharon`s claims on nuclear program desperate, deceitful », IRNA, 25 novembre 2003.

Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères iranien, Hamid Reza Asefi, a déclaré, mardi 25 novembre 2003, que les propos du Premier ministre israélien Ariel Sharon sur le programme nucléaire iranien étaient trompeuses et reflétaient son désespoir.

« *Ces propos sont aussi biaisés et hargneux* », a-t-il ajouté. Selon lui, le but du « régime sioniste » est de ternir la tournure positive que prend la coopération de l'Iran avec l'Agence internationale à l'énergie atomique (AIEA) et les pays européens.

La coopération entre Téhéran et l'AIEA se déroule bien et Israël, par des déclarations sans fondement et le recours à la démagogie, tente d'influencer la prochaine réunion du Conseil des gouverneurs de l'AIEA.

Hamid Reza Asfi a également indiqué que « *des informations répétées et crédibles venant de sources occidentales et portant sur le programme nucléaire israélien ont mis en lumière la menace que fait peser le régime sioniste sur la paix mondiale* ».

Selon l'IRNA, le régime israélien, par des manœuvres de dissimulation, ne respecte pas son engagement en vertu duquel il ne doit pas construire de missiles nucléaires, tout en continuant de neutraliser les initiatives visant à établir un Proche-Orient dénucléarisé.

L'Iran appelle fermement le Conseil des gouverneurs de l'AIEA à s'attaquer à la menace posée par le programme nucléaire israélien, qui contribue à faire monter l'inquiétude au sein des différentes puissances régionales et est à l'origine de plusieurs crises qui ont déstabilisé la région, a conclu le porte-parole iranien.



Le *Jerusalem Post* est le quotidien de la droite israélienne. Il sert de passerelle entre les jusqu'au-boutistes israéliens et les néo-conservateurs états-uniens. Le journal appartient au groupe Hollinger International, au Conseil d'administration duquel on trouve Henry Kissinger et Richard Perle.

Les États-Unis devraient réduire les 9 milliards de dollars de garanties bancaires fournies à Israël pour la guerre d'Irak

Référence : « US to cut \$290m. from guarantees », par Janine Zacharia, *Jerusalem Post*, 26 novembre 2003.

D'après une source diplomatique anonyme citée par le *Jerusalem Post*, les États-Unis vont déduire 289,5 millions de dollars du prochain montant de garanties bancaires qu'ils doivent fournir à Israël et qui s'élèvent à 1,4 milliards de dollars.

Les officiels palestiniens ont accueilli très favorablement cette sanction, mais l'ont tout de même qualifié d'insuffisante pour contraindre Israël à cesser la construction du mur de séparation et de nouvelles colonies. « *Nous voulons que les États-uniens prennent des mesures pour mettre un terme aux colonies et au mur, afin de donner une chance à la paix* », a déclaré le ministre palestinien, Saeb Erekat, qui a ajouté : « *Je ne suis pas sûr que cette mesure, comme message, puisse dissuader Israël* ».

Zalman Shoval, un proche conseiller du Premier ministre israélien Ariel Sharon, a confirmé qu'Israël a l'intention de poursuivre la construction du mur. Aucune réduction de prêts ne devrait selon lui y être liée, car « *il s'agit d'une question de sécurité* », mais « *Israël est prêt à donner de l'argent lorsque le but est de défendre la vie de ses habitants* ».

La réduction correspond à une évaluation des dépenses israéliennes annuelles pour les colonies de Cisjordanie et de Gaza. En revanche, selon un diplomate anonyme cité par le *Jerusalem Post*, aucune réduction ne devrait être effectuée en rapport avec la construction de la « *clôture de sécurité* ».

Des déductions similaires devraient être décidées au cours des deux prochaines années, puisqu'elles concernent l'attribution sur trois ans, de 9 milliards de dollars en garantie bancaire, accordé à Israël pour son aide dans la préparation de la guerre d'Irak. Les réductions ne concernent donc pas l'aide globale fournie par Washington à Tel-Aviv, qui reste intacte. Selon des officiels israéliens, la mesure est donc négligeable.

La décision a été prise au cours d'une réunion qui s'est tenue, mardi 25 novembre 2003, entre la conseillère à la Sécurité nationale, Condoleezza Rice, et l'émissaire du Premier ministre israélien, Dov Weisglass. Étaient également présents l'ambassadeur israélien à Washington, Danny Ayalon, et le conseiller en politique étrangère d'Ariel Sharon, Shalom Turjeman. Du côté états-unien, on retrouvait le représentant du Conseil de sécurité nationale chargé du Proche-Orient, Elliot Abrams, le sous-secrétaire d'État chargé du Proche-Orient, William Burns, et l'émissaire états-unien pour la région, John Wolf.

Au cours de cette réunion, les officiels états-uniens ont demandé à Israël de clarifier sa position sur les avant-postes illégaux. Dov Weisglass a assuré Condoleezza Rice que cette position n'avait pas changé, et qu'Israël ne tolérerait pas l'expansion d'avant-postes non-autorisés, préalable à la colonisation, bien que les autorités n'aient pas encore commencé activement à les démanteler.

La semaine dernière, George W. Bush avait déclaré, dans un discours prononcé à Londres, qu'« Israël devrait geler la construction de colonies, démanteler les avant-postes illégaux, mettre un terme à l'humiliation quotidienne des Palestiniens et ne pas miner les négociations finales en construisant des murs et des clôtures ».

Le département d'État en a profité pour annoncer la visite de William Burns en Israël, ce week-end. Il s'agit de la première visite d'un officiel états-unien dans la région depuis plusieurs mois.

Jerusalem Post



Le *Jerusalem Post* est le quotidien de la droite israélienne. Il sert de passerelle entre les jusqu'au-boutistes israéliens et les néo-conservateurs états-uniens. Le journal appartient au groupe Hollinger International, au Conseil d'administration duquel on trouve Henry Kissinger et Richard Perle.

Des likoudniks et des colons élaborent un plan diplomatique pour démanteler l'Autorité palestinienne

Référence : « Settlement plan calls for binational state », *Jerusalem Post*, par Matthew Gutman, 26 novembre 2003.

Des parlementaires du Likoud et les dirigeants de mouvements de colons ont révélé, mardi 25 novembre 2003, qu'ils ont rédigé en secret une initiative diplomatique appelant à l'établissement d'un État binational qui offrirait la citoyenneté israélienne à tous les Palestiniens qui le souhaitent.

Cette initiative devrait être le fer de lance d'une campagne d'information, intitulée « Mur de Fer », et qui se veut une réponse aux récentes déclarations selon lesquelles Ariel Sharon envisagerait l'évacuation unilatérale de certaines colonies.

D'après l'une des versions qui a fuité dans la presse israélienne, le projet prévoit d'accorder, en plusieurs phases, la citoyenneté israélienne et l'égalité en droit à tous les Palestiniens vivant en Cisjordanie et dans la bande de Gaza et qui seraient intéressés par un tel *status quo*. Il prévoit d'organiser le démantèlement de l'Autorité palestinienne et de proscrire l'établissement d'un État palestinien.

Ce plan s'oppose aux récents accords de Genève ainsi qu'à l'initiative de Nusseibeh et Ayalon, qui ont démontré qu'il existe une alternative à la politique israélienne actuelle. Selon le likoudnik Gilad Erdan, l'un des initiateurs du projet, le plan des colons a le même objectif : « Il vise à attirer les centristes du Likoud et d'autres partis de droite. Le fait est que la droite, qui dit "non" à un État palestinien et à un partage de la terre, doit rédiger une sorte de plan autour duquel s'unir ».

L'initiative des colons cherche également à éviter un des principaux inconvénients d'un État binational, à savoir la croissance démographique rapide des Palestiniens, qui seront plus nombreux que les Israéliens, dans dix ans, à l'ouest du Jourdan. Pour qu'Israël reste un État juif, les rédacteurs proposent donc de partitionner la Cisjordanie et la Bande de Gaza en dix cantons, qui auront une représentation parlementaire en fonction de critères autres que la population, ce qui devrait assurer une majorité politique aux Israéliens juifs. Dans ce contexte, le Premier ministre serait juif, tandis que le vice-Premier

ministre serait arabe, au sein d'institutions inspirées partiellement de la Constitution libanaise de 1926, qui prévoit un président maronite, un Premier ministre sunnite et un président du Parlement chiite.

L'initiative s'est évidemment heurtée à l'opposition du Premier ministre, qui n'y voit qu'une proposition de plus qui rejoindra les autres aux oubliettes. Mais le Conseil des rabbins de Judée, Samarie et de la bande de Gaza, qui se situe à droite du Conseil des Communautés juives de Yesha, a critiqué lui aussi le projet. Ainsi, selon le rabbin Daniel Shiloh, qui est un membre important de ce Conseil, « *donner le droit de vote aux Palestiniens est une folie. C'est un suicide politique* ».

En marge de cette initiative diplomatique, ces auteurs du Likoud et de la communauté des colons tentent de lancer une campagne nationale qualifiant l'évacuation des colonies de « *mesure antisioniste, antinationale et antisécuritaire. Un gouvernement qui commence à démanteler des colonies perdra, ce jour là, son mandat pour gouverner* ». Cette campagne devrait se servir d'extraits de discours d'Ariel Sharon, notamment celui d'avril 2002 dans lequel il indiquait que démanteler les colonies ne ferait « *qu'encourager le terrorisme et augmenter la pression sur nos têtes* ».

Jerusalem Post



Le *Jerusalem Post* est le quotidien de la droite israélienne. Il sert de passerelle entre les jusqu'au-boutistes israéliens et les néo-conservateurs états-uniens. Le journal appartient au groupe Hollinger International, au Conseil d'administration duquel on trouve Henry Kissinger et Richard Perle.

Colin Powell doit rencontrer les auteurs des Accords de Genève

Référence : « *US to cut \$290m. from guarantees* », par Janine Zacharia, *Jerusalem Post*, 26 novembre 2003.

D'après « *une source bien placée à Washington* » citée par le *Jerusalem Post*, le secrétaire d'État états-unien, Colin Powell, actuellement en tournée au Maghreb, devrait rencontrer, dès son retour à Washington, Yasser Abed Rabbo et Yossi Beilin, les auteurs du plan de paix des Accords de Genève.

Les deux hommes doivent en effet se rendre à Washington après la signature symbolique des accords, lundi 1er décembre 2003.

Lors d'une rencontre avec des représentants de l'Israel Policy Forum (IFP), lundi 24 novembre, Colin Powell a salué l'initiative des Accords de Genève ainsi que celle de Sari Nusseibeh et Ami Ayalon, qui ont toutes deux été rejetées par Ariel Sharon.

Selon Marvin Lender, président du comité exécutif de l'IFP, « *Powell a déclaré que les Accords de Genève, de même que les plans de paix d'Ami Ayalon et Sari, étaient positifs et qu'il encourageait la société civile à participer au processus de paix. Il a dit voir leur travail comme une étape au-delà de la Feuille de route* ». Colin Powell a également fait part de son optimisme quant à l'éventualité d'une rencontre entre Ariel Sharon et le Premier ministre palestinien, Ahmed Qureih.

Jerusalem Post



Le *Jerusalem Post* est le quotidien de la droite israélienne. Il sert de passerelle entre les jusqu'au-boutistes israéliens et les néo-conservateurs états-uniens. Le journal appartient au groupe Hollinger International, au Conseil d'administration duquel on trouve Henry Kissinger et Richard Perle.

Le gouvernement israélien libère neuf Jordaniens détenus en Israël

Référence : « Israel releases nine Jordanian prisoners », par Margot Dudkevitch et Herb Keinon, *Jerusalem Post*, 25 novembre 2003.

Le gouvernement israélien a décidé de libérer neuf Jordaniens détenus en Israël, mardi 25 novembre 2003, aucun d'entre eux n'ayant de « *sang israélien sur les mains* ».

Le secrétaire d'État jordanien, Asma Khader, a critiqué cette mesure comme étant insuffisante et a demandé la libération de 50 autres détenus. D'après le *Jerusalem Post*, cette décision est un « *geste en direction de la Jordanie et une manière de fêter la fête musulmane d'Id al-Fitr* », qui clôt le ramadan.

La plupart des détenus libérés étaient en prison pour être entrés illégalement en Israël. Selon des diplomates israéliens cités par le quotidien de droite israélien, « *bien que la question des prisonniers ne soit pas une question essentielle en Jordanie, Israël voulait montrer aux Jordaniens qu'il y a des bénéfices et des dividendes à tirer des liens bilatéraux* ».

Selon ces officiels, cette libération n'est pas liée à l'actuelle négociation qui a lieu entre Israël et le Hezbollah, concernant la libération de personnes détenues en Israël. Néanmoins, au cours des derniers mois, les Jordaniens ont fait clairement savoir que, afin de ne pas renforcer la popularité du Hezbollah, les prisonniers jordaniens ne devraient pas être libérés dans le cadre de l'accord avec le Hezbollah, mais plutôt comme un geste séparé à l'attention du roi Abdullah. Cette décision n'aurait rien à voir non plus avec les efforts israéliens pour que Amman rouvre une ambassade à Tel-Aviv, même si elle « *contribue à améliorer l'atmosphère* ».

Arab News



Arab News est un quotidien saoudien qui propose, en plus de quelques articles originaux, une traduction en anglais des articles d'*Asharq Al-Awsat*. Celui-ci appartient au Saudi Research Marketing

Les États-Unis tentent d'endiguer la résistance irakienne et d'amorcer une transition vers une souveraineté nationale

Référence : « Rockets Fired at US HQ in the Heart of Baghdad », par Naseer Al-Nahr, *Asharq Al-Awsat*, publié par *Arab News*, 26 novembre 2003.

Des membres de la guérilla irakienne, qui livrent une guerre sans relâche contre les occupants états-uniens, ont tiré des roquettes sur le quartier général de l'administration états-unienne, mardi 25 novembre 2003.

Un peu plus tôt, le général John Abizaid, qui dirige l'US Central Command, avait déclaré que les récentes offensives menées par l'armée états-unienne avaient divisé par deux le nombre d'attaques visant ses troupes, au cours des

Group du Dr.
Abdulmuhsun Alakkas,
membre du Conseil
consultatif saoudien.

deux dernières semaines, tandis que les attaques contre les Irakiens augmentaient. Selon lui, les opérations menées par l'armée états-unienne pour contrer la montée des attaques de résistants ont pris une autre ampleur au cours des soixante derniers jours.

Il y a dix jours, l'administrateur états-unien de l'Irak, Paul Bremer, et le Conseil de gouvernement transitoire, ont élaboré un plan pour rétablir la souveraineté irakienne en juin 2004. Ce projet est en contradiction avec les précédentes déclarations de Washington, qui insistaient sur la nécessité de rédiger une nouvelle constitution et d'organiser des élections avant tout transfert de pouvoir. Réagissant aux propos du général Abizaid, Paul Bremer a déclaré, mardi 25 novembre, qu'il s'attendait à ce que la violence continue de régner dans le pays : « *Nous devons nous attendre à ce qu'un certain niveau de terrorisme se maintienne dans le pays pendant plusieurs mois* ».

Le même jour, le Conseil de gouvernement transitoire irakien a élaboré un calendrier pour un retour à la souveraineté des Irakiens, et a demandé au Conseil de sécurité de l'ONU de voter une résolution prévoyant la fin de l'occupation états-unienne en juin 2004. « *La principale raison de cet accord est la volonté de réconcilier différentes positions : le désir des Irakiens d'élire directement des délégués siégeant au sein d'une assemblée constituante, et le souhait de la coalition de donner la souveraineté aux Irakiens à brève échéance* », a déclaré à ce sujet Paul Bremer, ajoutant que des discussions sur le sujet auront lieu avec le Conseil de Gouvernement transitoire. « *Nous nous attendons à ce que le gouvernement irakien [...] demande à ce que les forces de la coalition soient sur place* », a-t-il conclu.

Jerusalem Post



Le *Jerusalem Post* est le quotidien de la droite israélienne. Il sert de passerelle entre les jusqu'au-boutistes israéliens et les néo-conservateurs états-unien. Le journal appartient au groupe Hollinger International, au Conseil d'administration duquel on trouve Henry Kissinger et Richard Perle.

Selon le « Jerusalem Post », les Kurdes d'Irak veulent un État fédéral

Référence : « *Kurds are happy about reconstruction, eager for federalism* », par Erik Schechter, *Jerusalem Post*, 26 novembre 2003.

Le *Jerusalem Post* fait état, mercredi 26 novembre 2003, de la satisfaction des Kurdes d'Irak face à l'occupation anglo-états-unienne, même au sein du Parti communiste local.

Selon le quotidien de la droite israélienne, « *ce sentiment est loin de la position des organisations gauchistes états-uniennes et européennes, telles que le Parti mondial des travailleurs basé à New-York, qui a condamné la reconstruction d'après-guerre en tant que "colonisation raciste" et "impérialisme". En même temps, ils n'ont pas souffert des politiques d'"arabisation" qui ont exilé 100 000 Kurdes de la ville pétrolière de Kirkouk en 1975. Ils n'ont pas non plus vécu la campagne d'Anfal de 1987-1988 au cours de laquelle les militaires irakiens ont utilisé des armes chimiques sur Halabja, une ville kurde proche de la frontière iranienne, tuant 5000 civils* ».

Le *Jerusalem Post* rend compte des propos du Muhyaddin Hassan, un Kurde membre du Parti communiste et directeur de la chaîne de télévision Azadi. Celui-ci déclare qu'il est inquiet à propos des coupures de gaz et d'électricité,

mais qu'il l'est encore plus au regard des ambitions des pays voisins, la Turquie, la Syrie et l'Iran, qui projettent, selon lui, d'étendre leur sphère d'influence en Irak. Il estime donc que les Kurdes ont besoin des États-Unis.

Il ressort de l'article du *Jerusalem Post* que les Kurdes souhaitent voir mis en place un fédéralisme en Irak. Dans un tel système, la défense nationale serait du ressort du gouvernement central, ce qui écarterait l'hypothèse d'un Kurdistan indépendant, une perspective qui inquiète à la fois l'Irak et la Turquie. Selon le porte-parole du Parti démocrate kurde (PDK) d'Irbil, Kany, « *nous ne voulons pas rendre la situation irakienne déjà compliquée encore plus compliquée* ». Il ajoute que, si un mouvement chiite ou une dictature sunnite s'emparait du sud et du centre de l'Irak, « *nous ferons tout pour protéger notre indépendance* ».

CONTEXTE Cet article semble faire écho aux récentes déclarations venues de Washington prévoyant la partition de l'Irak en trois zones. Cette hypothèse était développée, mardi 25 novembre, dans un [article de l'éditorialiste Leslie H. Gelb](#), dans le *New York Times*.